

Bloquons ensemble l'offensive gouvernementale et patronale

Le gouvernement a choisi de répondre à la colère ouvrière de ces derniers mois par la répression : des milliers de blessés et mutilés, d'arrestations arbitraires, et maintenant un projet de loi anti-manifestations. Ce sont les seules réponses aux revendications légitimes portées par la CGT avec les salariés et les jeunes, ou exprimées par les Gilets jaunes – sur le pouvoir d'achat des retraités des chômeurs et des salariés – sur la défense des garanties collectives et des services publics – sur le libre accès aux études.

Dans ce contexte, l'UD CGT 76 considère que ce qui portera un coup d'arrêt, et débouchera sur des avancées sociales, c'est le blocage de l'économie, par la grève, par la mobilisation la plus large possible dans et hors des entreprises, avec toutes celles et ceux qui ont à cœur la justice sociale.

C'est ce que les syndicats CGT et leurs équipes ont déjà engagé dans de multiples entreprises (Europac, Greif ; Saipol ; Cégélec, Territoriaux de Rouen, du SMEDAR , du Conseil Départemental, de Fécamp, Ripeurs de la Métropole à Caudebec...)

L'UD CGT 76 invite ses syndicats, à prendre toutes les dispositions en ce sens partout où les conditions sont réunies pour l'action.

VERS UNE CONVERGENCE DES LUTTES



Le 19 mars, pour des avancées sociales grève et blocages

L'UD CGT 76 appelle à débattre en assemblée, des moyens d'action à mettre en œuvre pour bloquer le pays, en préparant la journée de grève et de manifestation le 19 mars sur les revendications :

- Hausse immédiate, du SMIC à 1800€, des salaires et des pensions. Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires.
- Rétablissement de l'ISF. Assez de cadeaux au CAC 40.
- Halte à la répression policière. Retrait de la loi anti-manifestation.
- Retour à la retraite à 60 ans. Maintien des régimes existants et abandon du Régime universel par points.
- Droit aux études pour les jeunes, non à Parcoursup et à la réforme du bac.
- Retrait des contre réformes sur la Fonction publique, la Santé et sur l'Enseignement.
- Défense et rétablissement des services et entreprises publics. Non aux privatisations.
- Maintien des droits des chômeurs. Non aux 3 milliards supprimés sur l'Assurance chômage.
- Abrogation des lois Rebsamen, El Khomri, Macron, qui cassent le droit du travail.

Pendant le Grand Débat de Macron, les mauvais coups sont confirmés ou accélérés :

Négociation sur l'Assurance chômage : Le gouvernement exige 3 milliards d'économies. Le patronat en rajoute en refusant toute limite à la précarité. La CGT n'accepte pas cette dégradation des droits des privés d'emploi.

Services publics : Le gouvernement maintient ses mesures de privatisation et de suppressions d'emplois. Il annonce une loi, par ordonnances, pour casser le statut de 5 millions de fonctionnaires.

Santé : La Ministre Buzyn ferme la maternité de Bernay et, la même semaine dépose un projet de loi, pour multiplier les fermetures de services hospitaliers, les blocs opératoires.... Cette loi aussi serait prise par ordonnance, donc au pas de charge.

Education nationale. Parcoursup, la réforme du Bac, et maintenant le projet de Réforme Blanquer, c'est toujours plus de sélection arbitraire pour mener des études, et une sélection par l'argent comme pour les étudiants étrangers.

Pouvoir d'achat : A peine des mesures pour limiter les hausses sont-elles annoncées par Macron que déjà elles sont remises en cause (exemple les hausses de l'Energie et des péages). Mais la suppression de l'ISF et tous les cadeaux au patronat sont maintenus alors que les actionnaires du CAC 40 ont touché 57 milliards en 2018.

Retraites : Delevoye, le « Monsieur Retraite par points » de Macron, confirme son projet de Régime universel cassant tous les régimes existants et les garanties qui y sont inscrites. Il programme la baisse brutale des pensions